

Les syndicats alertent les élus

FINANCES

L'intersyndicale pointe les dangers de la nouvelle organisation des services

En réaction au « big bang » de l'organisation territoriale des services des finances publiques présentée début juillet par leur directrice, l'intersyndicale parle davantage de fin du monde. « C'est un véritable démantèlement de ce service public », estime le député David Habib, qui recevait hier les représentants de la CGT, Solidaires et FO, à sa permanence d'Orthez.

En préparation d'une réunion organisée ce vendredi en préfecture avec les élus, l'intersyndicale alerte les maires et les parlementaires sur les conséquences de ce « plan méthodique de destruction du réseau territorial des finances publiques ».

Alors que la directrice, Marie-José Guichandut, évoquait un accroissement des points de contact des usagers, via un réseau de maisons France services, les représentants syndicaux mettent en garde contre un recul de la proximité. « C'est un leurre », pointent les syndicats, pré-



Le député Habib recevait l'intersyndicale hier, à Orthez. PHOTO F.M.

disant la fin des trésoreries au profit de services aux horaires « aléatoires », sans personnels formés aux méandres de la fiscalité. « L'accompagnement ne sera que technique pour accéder à des plateformes en ligne », prévient Michel Dussau, de Solidaires.

Orthez et Oloron dans le viseur

Pour l'intersyndicale, la fin de l'acceptation du numéraire, à l'horizon du 1^{er} juillet 2020, pour payer impôt, cantine ou centre de loisirs, au profit de paiement par carte bancaire auprès d'opérateurs privés, sonne le glas de la confidentialité. « Les plus pauvres seront les plus impac-

tés », déplore David Habib. Les syndicats, qui plaident pour un moratoire des suppressions d'emplois, dénoncent, en outre, le démantèlement des services fiscaux à Orthez et Oloron. Selon eux, les services aux usagers seraient réunis à Oloron, tandis que ceux dédiés aux entreprises ne seraient plus qu'à Orthez.

« C'est une étape pour aboutir à la fermeture complète des deux », prévient Éric Manry, de la CGT. Les syndicats alertent enfin les élus quant à la détérioration du lien entre l'administration fiscale et leur commune, essentiel à la gestion quotidienne de leurs collectivités.

F.M.